BV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
-7-01-1991
Vandenmeulebroecke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 19.679/A.G.-A.V./2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 19 février 1990, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel", et en ayant délibéré en assemblée générale, en sa séance du 21 novembre 1990 et à la 2e chambre en ses séances des 26 septembre, 3 octobre, 17 octobre, 24 octobre et 31 octobre, 7 novembre, 14 novembre, 21 novembre et 28 novembre 1990, a donné le 28 novembre 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, op 19 februari 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens", heeft zich daarover beraden in algemene vergadering op 21 november 1990 en in de tweede kamer, ter vergadering van 26 september, 3 oktober, 17 oktober, 24 oktober en 31 oktober, 7 november, 14 november, 21 november en 28 november 1990, en op 28 november 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

L'avant-projet de loi relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel consacre le droit de "toute personne physique (...) au respect de la vie privée lors du traitement des données à caractère personnel qui la concernent" (article 2).

Il énonce une série de règles qui, tendant à garantir ce droit, sont applicables aux maîtres des fichiers et aux gestionnaires des traitements, sans distinction aucune entre ceux-ci - personnes physiques ou personnes morales, personnes privées ou personnes de droit public - (article 1er, § 6 et § 7).

Il établit un ensemble de dispositions qui, selon les articles 1er, § 1er, et 3, § 1er, de la loi en projet sont applicables à "tout traitement automatisé" ou à "la tenue d'un fichier manuel", qui contiennent des données à caractère personnel soit, selon l'article 1er, § 5, des "données relatives à une personne physique identifiée ou identifiable". Aucune distinction n'est opérée à ce point de vue entre les traitements ou entre les données qui, par leur objet ou par leur utilisation, relèvent de la compétence de l'Etat, des Communautés, des Régions, des collectivités locales ou d'utilisateurs privés.

Interrogés sur la manière d'articuler la préoccupation de protéger la vie privée et la nécessité de respecter les règles de répartition des compétences entre les pouvoirs publics, les délégués du ministre ont souligné qu'à leur sens, "la protection de la vie privée est une compétence nationale" et "qu'il s'agit ici de déterminer les modalités d'exercice des droits fondamentaux s'inscrivant dans le cadre de cette protection".

Le raisonnement paraît justifié. Sauf disposition constitutionnelle expresse, les droits et libertés sont placés par la Constitution sous la protection de la loi nationale. Soit qu'une disposition de la Constitution le précise de manière non équivoque et indique notamment que les restrictions au régime des libertés ne peuvent être apportées que dans les cas, les formes ou les conditions prescrits par la loi. Soit que les règles de distribution des compétences réservent la matière au législateur national et ce au titre des compétences résiduelles.

Il est permis de considérer que le principe de la protection, sous toutes ses formes, du droit de la personne physique au respect de la vie privée est implicitement mais indubitablement consacré par la Constitution belge, lorsque celle-ci assure la protection de certains de ses aspects (inviolabilité du domicile privé et inviolabilité du secret des lettres).

Indépendamment des articles 10 et 22 de la Constitution, il faut aussi admettre que l'économie générale et l'esprit de la Constitution veulent que les libertés individuelles profitent indistinctement à tous les "Belges", fassent l'objet d'une interprétation et d'une mise en oeuvre uniformes et, pour ce motif, soient placées sous la protection du législateur national.

Au surplus, il faut observer que, contrairement à ce qui a été fait en matière d'enseignement ou d'emploi des langues, ni la Constitution, ni les lois spéciales de réformes institutionnelles n'ont eu pour objet, ni direct ni indirect, d'ôter tout ou partie des responsabilités du législateur national en matière de protection des droits et libertés; cette matière est restée nationale.

Il revient donc au législateur national de décider, en toutes matières, y compris celles qui ressortissent à la compétence des Communautés et des Régions, de toutes les mesures qu'il juge nécessaires, voire simplement utiles à la protection de la vie privée contre les atteintes qui y seraient portées par le traitement de données à caractère personnel.

Un décret ou une ordonnance peut sans doute prescrire que certaines données se rapportant à l'exercice des compétences communautaires ou régionales soient répertoriées sur des fichiers manuels ou fassent l'objet d'un traitement automatisé. Il peut, comme l'indique l'article 16,

§ 3, 1°, en projet, décider "la création du traitement automatisé". La Communauté ou la Région peut, dans ce cas, être maître d'un fichier pour ses propres besoins; elle peut aussi prescrire à d'autres - personnes physiques ou morales - la constitution de ces fichiers.

Un décret ou une ordonnance ne peut, par contre, prescrire que certaines données sensibles dont le traitement est, en principe, interdit puissent néanmoins faire l'objet d'un traitement automatisé ou être répertoriées dans un fichier manuel pour des finalités que seul le décret ou l'ordonnance pourraient autoriser.

S'il revient à la Communauté ou à la Région d'organiser un pareil traitement informatisé dans le domaine de ses attributions, il ne lui appartient pas d'exercer une maîtrise sur les "données à caractère personnel relatives aux origines raciales ou ethniques, à la vie sexuelle, aux opinions ou activités politiques, philosophiques ou religieuses, aux appartenances syndicales ou mutualistes" des citoyens, soit en en permettant l'usage, soit en maintenant les interdictions établies par la loi. Le législateur national ne peut, en tout cas par une loi ordinaire, donner délégation au législateur communautaire ou régional pour lever les interdictions qu'il prescrit dans le souci de protéger la vie privée.

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

L'intention du Gouvernement est d'adapter la législation belge à la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel faite à Strasbourg le 28 janvier 1981, en vue de l'entrée en vigueur de celle-ci en Belgique. Il y a donc lieu de tenir compte des dispositions de cette convention et c'est dans cette perspective, que le Conseil d'Etat, section de législation, formule les observations suivantes.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Il serait plus clair que les définitions données aux paragraphes 2, 3 et 4 soient présentées dans l'ordre suivant :

§ 2 : définition du fichier;

§ 3 : définition du traitement automatisé;

§ 4 : définition du fichier manuel.

De plus, il faut qu'il soit précisé dans le paragraphe 3, devenant le paragraphe 2, qu'il y a deux catégories de fichiers et que la loi en projet s'applique à l'une comme à l'autre, sauf disposition particulière.

Il y a une certaine discordance entre l'article 1er, § 3, et les explications qui sont données dans l'exposé des motifs tendant à distinguer le fichier du dossier.

Tel qu'il est rédigé, le commentaire de l'exposé des motifs consacré à l'article 1er pourrait induire en erreur sur la portée de la loi.

Paragraphe 6, alinéa 3.

La désignation du maître du fichier ou de son représentant est imprécise. Quant aux personnes morales, lorsque celles-ci ont un siège d'exploitation ou une succursale en Belgique, elles y sont normalement représentées par la personne qui gère le siège d'exploitation ou la succursale. Néanmoins, pour permettre d'identifier aisément la personne à laquelle il convient de s'adresser, il paraît utile d'imposer l'obligation de désigner nominativement le gérant du siège d'exploitation ou de la succursale ou une autre personne physique.

Quant aux personnes physiques, si elles ont une résidence en Belgique, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle elles devraient désigner un représentant en Belgique. Dans cette hypothèse , il convient de

leur imposer, soit d'élire domicile en Belgique, soit de mentionner, dans les documents accessibles aux tiers, la résidence à laquelle elles peuvent être citées conformément au droit commun.

Article 2.

Selon les délégués du ministre, le Gouvernement ne souhaite pas à ce stade étendre la protection aux données relatives aux personnes morales. Toutefois, les délégués précisent que si les données relatives à des personnes morales contiennent des informations relatives à des personnes physiques (par exemple les noms des administrateurs d'une société, ou des membres d'une association sans but lucratif), ces dernières bénéficient de la totalité de la protection donnée par la loi en projet. Cette précision mériterait d'être rappelée dans l'exposé des motifs.

Article 3.

Paragraphe 2, a).

1. Il convient d'écrire dans le texte français :

"a) aux traitements des données à caractère personnel ...".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. De plus, à la fin du a), il y a une discordance entre le texte français qui utilise les mots "à un usage privé" et le texte néerlandais qui utilise les mots "voor persoonlijk gebruik".

Il serait plus clair de remplacer les mots "à usage privé" par les mots "à usage familial ou domestique et conservent cette destination;".

Paragraphe 2, b).

La disposition ne peut exclure du champ d'application de la loi toutes les institutions de droit international public dont la Belgique n'est pas membre. Certaines d'entre elles sont, en effet, reconnues par elle et bénéficient, en vertu des règles du droit international, d'immunités qui pourraient être en rapport avec l'objet de la loi.

Paragraphe 3, alinéa 1er.

L'objectif du paragraphe 3 est de soumettre à un contrôle limité les traitements des données à caractère personnel détenues par l'Administration de la Sûreté de l'Etat du ministère de la Justice et le Service général du renseignement et de la sécurité du ministère de la Défense

nationale et non d'autoriser expressément ces services à recourir à des traitements de données.

Aussi, serait-il plus logique de fusionner les alinéas 1er et 3 de ce paragraphe sous la forme suivante :

"§ 3. Les articles 4, 5, 7 à 11, 13, 14, 16, 17, 19 et 28, § 4, ne sont pas applicables aux traitements de données à caractère personnel gérés par l'Administration de la Sûreté de l'Etat du ministère de la Justice et le Service général du renseignement et de la sécurité du ministère de la Défense nationale, qui sont nécessaires à l'exercice de leurs missions".

Article 4.

Le "principe de loyauté" applicable à la collecte des données et inscrit dans l'article 5 de la Convention européenne, appelle l'adoption de règles qui soient conformes à la convention précitée. Il convient, dès lors, pour assurer l'information loyale des personnes auprès desquelles les données sont collectées, de préciser dans le texte de l'article 4 en projet qu'il faut informer ces personnes du but en vue duquel les données recueillies seront utilisées ainsi que du caractère obligatoire ou facultatif des réponses qui leur sont demandées.

Il ne suffit pas d'écarter ces précisions pour la raison que le projet s'appliquerait également aux fichiers manuels. Comme les fichiers automatisés sont également visés dans le texte en projet, les exigences minimales de loyauté prévues dans la convention doivent être respectées.

L'article 4 en projet doit être complété sur ce point.

Article 6.

Les explications fournies par l'exposé des motifs dans le commentaire consacré à l'article 6 sont plus précises que la disposition elle-même.

Suivant l'article 5, b) et c) de la Convention européenne :

> "Les données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement automatisé sont :
>
> ...
>
> b. enregistrées pour des finalités déterminées et légitimes et ne sont pas utilisées de manière incompatible avec ces finalités;
>
> c. adéquates, pertinentes et non excessives par rapport aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées;
>
> ...".

L'article 6 ne traduit que partiellement les caractères que, suivant l'article 5, b) et c) précité, doivent avoir les données à caractère personnel pour pouvoir faire l'objet d'un traitement automatisé.

Il y a lieu de mettre l'article en projet en concordance avec l'article précité de la Convention européenne.

Article 7.

Il y a lieu de se référer à l'observation générale figurant en tête du présent avis. En conséquence, il faut omettre la mention du décret et de l'ordonnance et rédiger la fin de l'article 7, alinea 1er, comme suit :

"... n'est autorisée qu'aux fins déterminées par la loi".

Au surplus, dans la mesure où la protection de la vie privée relève du domaine des droits et des libertés fondamentales, il ne convient pas que des délégations soient accordées au Roi par les mots "en vertu". Les mots "en vertu de" doivent également être omis.

Article 8.

Paragraphe 1er, alinéa 3.

Pour mieux faire apparaître que le registre visé à l'alinéa 3 doit mentionner non seulement "le contenu et l'étendue de l'autorisation d'accès", mais aussi les personnes désignées nominativement pour accéder aux données traitées, il est proposé de rédiger l'article 8, § 1er, alinéa 3, comme suit :

"Les personnes qui interviennent dans le traitement de ces données, ou qui y accèdent, doivent être désignées nominativement par le responsable du traitement. Le contenu et l'étendue de l'autorisation d'accès sont définis pour chaque personne autorisée. Dans le registre régulièrement tenu à jour, il est fait mention des personnes désignées nominativement ainsi que du contenu et de l'étendue de l'autorisation".

Paragraphe 1er, alinéa 4.

Le Roi ne peut pas exercer le pouvoir de déroger à l'interdiction de communiquer des données à caractère personnel à des tiers. En conséquence, il faut omettre les mots "ou en vertu de".

Paragraphe 2.

Il résulte des explications fournies par les délégués du ministre que les données administratives ou comptables visées au paragraphe 2 et qui peuvent faire l'objet d'un traitement par des établissements de soins, des organismes de sécurité sociale ou de santé publique ne peuvent pas être communiquées à des tiers.

Il convient que cette règle soit rappelée dans le paragraphe 2. Il est, dès lors, proposé d'insérer un alinéa 2 rédigé comme suit :

"Sauf dérogation prévue par la loi, il est interdit de communiquer ces données à des tiers".

Article 9.

Paragraphe 1er.

Pour tenir compte de l'observation formulée sous les articles 7 et 8, la phrase introductive doit être rédigée comme suit :

"Art. 9. § 1er. Le traitement des données à caractère personnel n'est autorisé qu'aux fins déterminées par la loi lorsqu'elles ont pour objet : ...".

Le 1° du texte français serait mieux rédigé comme suit :

"1° les litiges soumis aux cours et tribunaux ainsi qu'aux juridictions administratives, sous réserve de l'article 14;".

Au 6°, il y a lieu de remplacer la mention de la loi du 20 avril 1874 par celle de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

Paragraphe 4.

Les notions de "casier judiciaire central" et de "casiers judiciaires communaux" utilisées au paragraphe 4 ne correspondent à aucune dénomination officielle et n'ont aucune existence légale, tout au moins en ce qui concerne les casiers judiciaires communaux. Seul existe le "dépôt général de la notice des jugements", visé aux articles 600 et 602 du Code d'instruction criminelle.

Une disposition législative ne peut pas se référer au casier judiciaire communal tant qu'une loi créant un tel casier n'est pas adoptée.

L'article 9, § 4, autorise le traitement de certaines données par le casier judiciaire central sans déterminer les fins en vue desquelles ces traitements peuvent être faits. Au surplus, la seule indication de l'autorité habilitée à traiter certaines données ne dispense pas de l'obligation de déterminer les finalités en vue desquelles ces données peuvent être utilisées ainsi que l'exige l'article 5, b, de la convention européenne.

Si d'autres données que celles visées au paragraphe 4 doivent faire l'objet d'un traitement, il faut également préciser la finalité poursuivie par ce traitement.

Le projet doit être complété sur ces points.

Paragraphes 6 et 7.

Il y a lieu d'écrire, au début du texte français : "Les données mentionnées au paragraphe 1er ...".

Chapitre III.

L'intitulé du chapitre III serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre III. Le droit d'information, d'accès et de rectification".

Article 10.

Paragraphe 1er.

Le paragraphe 1er vise le droit à l'information, et le paragraphe 2 le droit à l'accès au traitement des

données. Ces deux droits sont autonomes et il serait, dès lors, préférable de faire des paragraphes 2 à 5 des articles distincts :

- l'article 10 contenant le paragraphe 1er;

- un nouvel article 11 contenant les paragraphes 2 à 4;

- un nouvel article 12 contenant le paragraphe 5.

Le début de l'article 10, § 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 10. § 1er. Lorsqu'une personne est enregistrée pour la première fois dans un fichier déterminé, elle ...".

Le 3° est rédigé de manière très large et imprécise; il ne permet pas de déterminer les hypothèses que le législateur envisage et, par conséquent, de mesurer l'ampleur de ces exceptions; certaines législations étrangères prévoient des exceptions moins larges que le texte en projet (1).

Le texte en projet doit être revu pour que l'exception envisagée y soit mieux précisée.

---

(1) Voyez : Hessisches Datenschutzgesetz, 11 novembre 1986, section 18, §§ 5 et 6, Wiesbadener Graphische Betriebe GmbH Wiesbaden; Pays-Bas, Wet persoonsregistraties, article 28, Staatsblad 1988, 665, p. 1 à 13.

Article 10, §§ 2 à 4 (devenant l'article 11 nouveau).

Paragraphe 2 (devenant l'article 11, § 1er).

Il conviendrait de compléter les informations données à l'intéressé en lui signalant la possibilité qu'il a de consulter le registre public prévu à l'article 17 (1).

L'article 10, § 2, devenant article 11, § 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 11. § 1er. Toute personne justifiant de son identité a le droit d'obtenir communication des données que le fichier contient à son sujet. Elle est avertie de la faculté d'exercer les recours prévus aux articles 11 et 13 et, éventuellement, de consulter le registre public prévu à l'article 17 (1).

A cette fin, l'intéressé adresse ... .

Les renseignements ... de la demande. Le Roi ... et les modalités du paiement d'une somme destinée à couvrir les seuls frais administratifs".

---

(1) Les modifications proposées ci-dessus ont pour conséquence que les références aux articles de la loi en projet doivent être adaptées. Ainsi, dans les deux textes proposés ci-dessus, l'article 17 devient l'article 19.

Paragraphe 3 (devenant l'article 11, § 2).

A la question de savoir si un délai de douze mois pourrait être opposé au requérant lorsqu'ont lieu des modifications de données, les délégués du ministre ont donné la réponse suivante :

> "L'introduction d'un principe selon lequel le délai de douze mois ne devrait pas pouvoir être opposé au requérant lorsqu'ont eu lieu des modifications de données, pourrait donner lieu à de nombreuses difficultés pratiques et aboutir dans les faits à la suppression de ce délai de douze mois (où le maître du fichier pourra-t-il fixer la barre ? Une simple modification d'adresse de la personne concernée suffira-t-elle à supprimer ce délai de douze mois ?). Peut-être serait-il préférable de régler ce type de problèmes via une intervention de la Commission (cfr. article 10, § 3, alinéa 2)".

Si l'intention de l'auteur du projet est de laisser la Commission régler ce problème, il convient de revoir le paragraphe 3, alinéa 2, qui est conçu dans des termes trop restrictifs.

Paragraphe 4 (devenant l'article 11, § 3).

... (comme à l'article 10, § 4, en projet).

Article 12 nouveau.
(reprenant l'article 10, § 5, 1° et 2°).

Paragraphe 5 (devenant l'article 12).

1°.

Les données à caractère personnel utilisées en vue de l'établissement de statistiques ne peuvent logiquement être exclues du champ d'application de la loi que si elles ont perdu auparavant leur caractère personnel.

Le texte suivant est proposé :

"1° aux traitements de données à caractère personnel rendues anonymes dans le but exclusif d'établir et de diffuser des statistiques anonymes.

Les intéressés continueront à avoir accès au fichier tant que les données à caractère personnel n'auront pas perdu ce caractère".

2°.

Selon l'acception usuelle des mots "police administrative", la disposition aurait pour résultat de soustraire de nombreux fichiers publics au droit d'accès, ce

qui serait incompatible avec les articles 8 et 9 de la convention.

Le texte doit être revu.

La même observation vaut également pour l'article 4, § 2, et pour l'article 11, § 4, où ces termes sont également utilisés.

Article 11 (devenant l'article 13).

Paragraphe 1er.

A la fin de l'alinéa 1er, il convient d'écrire : "... à caractère personnel inexacte qui la concerne".

A l'alinéa 2, il faut écrire : "... du traitement, est incomplète ou non pertinente ou dont ...".

Paragraphe 2.

Le début du paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Pour exercer ce droit, l'intéressé adresse ...".

.../...

Paragraphe 3.

Il y a lieu de prévoir que le maître du fichier communique les rectifications ou suppressions de données à l'auteur de la demande et, ensuite, aux personnes auxquelles les données ont été communiquées, mais le dernier membre de phrase, à savoir "pour autant qu'il connaisse encore les destinataires de cette information", doit être omis, parce qu'il permet au maître du fichier de refuser la communication d'une rectification pour le motif qu'il ne connaîtrait plus les personnes auxquelles il a communiqué des données à caractère personnel.

Pour réduire la latitude donnée au maître du fichier de ne pas conserver les listes des personnes auxquelles il communique les données, il vaudrait mieux prescrire un délai pendant lequel l'identité de ces personnes doit être conservée par le maître du fichier.

La règle proposée s'impose d'autant plus que l'article 13, § 6, prévoit que "le président du tribunal peut ordonner au maître du fichier d'informer ces tiers de la rectification ou de la suppression de ces données".

Article 13 (devenant l'article 15).

Paragraphe 1er.

Il y a lieu d'écrire à la septième ligne "... d'obtenir communication de données à caractère personnel,".

Par ailleurs, les mots "considérée comme" appelle la même observation que celle qui a été faite à l'article 11, § 1er.

Paragraphe 3.

Au 4°, il faut écrire :

"4° l'objet de la demande et ...".

Paragraphe 5.

Le paragraphe 5 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 5. L'action fondée sur le paragraphe 1er n'est recevable que si la demande a été rejetée ou s'il n'y a pas été donné suite pendant soixante jours".

Article 14 (devenant l'article 16).

L'article 14 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 16. Pendant l'instance visée à l'article 13, toute communication d'une donnée à caractère personnel doit indiquer clairement qu'elle est contestée".

Article 15 (devenant l'article 17).

Le pouvoir qu'a la Commission de procéder à des vérifications sur place devrait être complété par l'obligation, pour le maître du fichier, de laisser les membres de la Commission accéder aux locaux et de sanctionner de peines d'amendes ceux qui refuseraient l'application de la disposition prévue à l'article 15, 4°.

Au surplus, au 4° du texte français, il faut écrire : "... qui, en raison de leurs fonctions ...".

Le texte néerlandais du 4°, in fine, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 16 (devenant l'article 18).

Paragraphe 3.

Les 2° et 3° appellent la même observation que celle qui a été faite sous l'article 1er, § 6, alinéa 3.

Le texte néerlandais du 6° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

On peut se demander quelles sont les conditions de communication qui sont visées au 10°. Suivant les explications des délégués du ministre, il s'agit des garanties dont doit être entourée la communication des données (1).

Cette précision devrait figurer dans le texte en projet.

Paragraphe 8.

Selon le paragraphe 8, le maître du fichier doit, lors de la déclaration que lui impose l'article en projet, "verser une redevance à titre de contribution au Fonds

---

(1) Les délégués du ministre ont donné les exemples suivants : communication à des instituts de recherche à condition que les données soient dépersonnalisées, vente des données à condition qu'elles ne soient pas revendues.

institué par l'article 30". Ce dernier article prévoit dans le budget du Ministère de la Justice, un fonds spécial pour le fonctionnement de la Commission de la protection de la vie privée, ce fonds étant alimenté notamment par les redevances visées au paragraphe 8 de l'article en projet.

Dans le commentaire des articles 30 et 31, on peut lire :

> "Le Gouvernement estime équitable de faire participer les maîtres de fichiers qui, par leur activité, participent au risque d'atteinte à la protection de la vie privée, au coût de la protection ...".

Trois critères permettent de distinguer la redevance de l'impôt (1).

1° La redevance doit être la contrepartie immédiate d'un service et être proportionnée au coût de celui-ci.

En l'espèce, rien ne permet d'affirmer que les maîtres de fichiers seront les bénéficiaires d'un service. Au contraire, il semble bien que le montant des redevances est destiné à couvrir les frais du contrôle auquel ils seront soumis, ce que confirme le commentaire de l'exposé des motifs.

---

(1) Voir notamment l'avis L. 19.463/9 relatif à un avant-projet de décret du Conseil régional wallon sur la protection des eaux potabilisables reproduit in Doc. C.R.W., session 1989-1990, n° 151/1 pp. 43 et s.

2° La redevance doit également être la contrepartie d'un service fourni au redevable et non à la collectivité.

Il résulte des dispositions de la loi en projet, notamment l'article 28, que la Commission de la protection de la vie privée exerce sa mission au bénéfice de la collectivité et non pas au profit des maîtres de fichiers.

3° La redevance doit être la contrepartie d'un service auquel il a été recouru volontairement. Selon la doctrine et la jurisprudence, il s'agit du critère essentiel de la redevance (1).

La Commission de la protection de la vie privée exerce sa mission de contrôle d'office, en vertu de la loi et non à la demande des maîtres de fichiers.

Le prélèvement prévu dans le paragraphe 8 de l'article en projet ne répond pas aux critères précités. Il ne s'agit, dès lors, pas d'une redevance, mais d'un impôt. C'est au législateur lui-même d'en fixer l'assiette et le taux.

---

(1) Voir J. DE MEYER, Impôts et rétributions, polycopié; J.M. VAN BOL, L'impôt et la redevance comme instruments des politiques régionales et communautaires. Le cas de la politique de l'environnement, A.P.T., 1986, pp. 257 à 268, spéc. n°s 11 et 12; Cass. 5 mars 1888, Pas., I, p. 109; Cass. 20 novembre 1972, Pas. 1973, I, p. 279; Cass. 20 février 1986, J.T., 1986, p. 455; Conseil d'Etat, SPRL STAES, n° 21.061, du 24 mars 1981.

Le paragraphe 8 de l'article en projet doit être revu fondamentalement.

La même observation vaut pour l'article 19, § 2, suivant lequel le Roi détermine le montant de la contribution à verser par ceux des maîtres de fichiers auxquels s'applique un système spécifique d'autorisations ou de déclarations préalables de traitements de données à caractère personnel, système spécifique visé dans le paragraphe 1er du même article.

Article 17 (devenant l'article 19).

A la question de savoir pourquoi la référence à l'article 16, § 3, 7° et 8° a été omise, les délégués du ministre ont fourni la justification suivante :

> "Le registre public est avant tout destiné aux personnes concernées qui doivent y trouver tous les éléments nécessaires à l'exercice de leurs droits. D'une façon plus générale, il devrait aussi permettre au public (via le contrôle de la presse par exemple) d'avoir une vue d'ensemble des utilisations de données à caractère personnel en Belgique.
>
> L'exclusion du registre des éléments visés à l'article 16, § 3, 7° et 8° vise à protéger le maître du fichier contre des consultations du registre à d'autres fins, notamment par des sociétés privées qui y verraient un moyen de découvrir les "secrets de fabrication" des traitements automatisés de leurs concurrents.
>
> Il est par contre indispensable que la Commission soit en possession de ces éléments pour pouvoir

exercer ses missions de contrôle ou apprécier la suite à donner aux plaintes qui lui sont adressées".

Cette explication devrait figurer dans le commentaire consacré à l'article 17.

Article 20 (devenant l'article 22).

Les rapprochements et interconnexions ou toute autre forme de mise en relation de données à caractère personnel font nécessairement partie de traitements et peuvent être considérés comme tels au sens de l'article 1er.

Suivant le Conseil d'Etat, les interconnexions ou rapprochements doivent faire l'objet de la déclaration prévue à l'article 16 en raison de la combinaison des 5°, 6°, 7°, 9° et 10° du paragraphe 3 de cet article.

Article 23 (devenant l'article 25).

Paragraphe 3.

1. Suivant l'article 23, § 3, alinéa 1er, les membres de la Commission seront élus par la Chambre ou le Sénat sur des listes présentées par le Conseil des ministres. Le pouvoir donné au Gouvernement de présenter deux

candidats pour chaque poste à pourvoir est inhabituel; en outre, il est de nature à limiter sérieusement le choix des Chambres législatives.

Il serait souhaitable, en raison des missions confiées à la Commission de la vie privée que l'opposition parlementaire soit associée au processus de désignation des membres de la Commission.

Il conviendra d'adapter les articles 25 et 26 au mode de nomination choisi.

2. Le même paragraphe 3, alinéa 1er, dans la mesure où il prévoit que les membres de la Commission peuvent être relevés de leur charge par la Chambre qui les a nommés, est contraire au principe d'indépendance qui est inscrit au paragraphe 3, alinéa 2, et se dégage de l'ensemble du projet, ainsi qu'à la bonne exécution de la mission qui leur est confiée.

Il y a une contradiction manifeste entre la décision, même motivée, de relever un membre de sa charge et l'indépendance des membres de la Commission dans l'exercice de leur mission.

Les explications données par le délégué du ministre relèvent que l'intention est bien de donner aux chambres législatives un pouvoir de révocation ad nutum.

En raison des critiques formulées au sujet de la manière dont la Commission est composée, ce pouvoir de

révocation ad nutum est incompatible avec les missions de la Commission.

Il faut, dès lors, régler le statut des membres de la Commission et déterminer l'autorité qui décharge un membre de celle-ci en raison de la circonstance qu'il ne remplit plus une des conditions énumérées au paragraphe 4; il convient, dès lors, de remanier fondamentalement le texte en projet.

3. Le paragraphe 3, alinéa 3, prévoit que la Commission est composée de telle façon qu'il existe en son sein un équilibre global entre les différents groupes socio-économiques.

La règle, telle qu'elle est énoncée, est imprécise et, dès lors, inapplicable. Il convient de désigner les groupes socio-économiques qui contribueront à l'équilibre global et de déterminer comment sera réalisé cet équilibre.

Article 24 (devenant l'article 26).

Selon les explications fournies par les délégués du ministre au sujet de l'alinéa 1er, l'intention est de pourvoir au remplacement du membre effectif par le membre suppléant mais aussi en cas de vacance de la place de membre effectif.

Le texte suivant est proposé pour l'article 24, alinéa 1er :

"Art. 26. En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre effectif ainsi qu'en cas de vacance de son mandat, il est remplacé par son suppléant".

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire :

"est remplacé selon les procédures prévues à l'article 23 par ...".

Article 25 (devenant l'article 27).

Le texte néerlandais de l'alinéa 5 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 27 (devenant l'article 29).

A la fin de l'article 27, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "Il est communiqué aux Chambres législatives".

A l'article 27, alinéa 2, il vaut mieux écrire : "Elle décide à la majorité absolue".

Article 28 (devenant l'article 30).

Paragraphe 1er.

Tel qu'il est rédigé, le texte pourrait être interprété de manière trop limitative en ce qui concerne les hypothèses dans lesquelles la Commission peut être consultée ou peut donner des avis d'initiative.

On peut se demander, notamment, si elle ne pourrait pas être consultée sur un projet ou une proposition de loi tendant à la modification des dispositions de la loi en projet, ce que paraît exclure la rédaction de la fin du paragraphe 1er.

Les intentions du Gouvernement devraient être plus clairement exprimées. Les Chambres législatives apprécieront s'il y a lieu de maintenir ce caractère limitatif ou non.

Paragraphe 3.

Le texte néerlandais du paragraphe devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 5.

Cette disposition reconnaît à la Commission le pouvoir de procéder à des vérifications sur place, mais sans

prévoir l'hypothèse dans laquelle un maître de fichier refuserait l'accès à ses locaux et sans davantage prévoir la possibilité de vaincre ce refus en recourant à une autorisation de justice, ni prévoir une sanction pénale.

Le texte devrait être complété dans ce sens. Sans préjudice d'autres moyens à mettre en oeuvre, l'article 35 pourrait, notamment, être complété par un 8° rédigé comme suit :

"8° quiconque a empêché la Commission, ses membres ou les experts requis par elle de procéder aux vérifications visées à l'article 28, § 5".

Paragraphe 6.

A la question de savoir quelle est la portée des mots "Sauf si la loi en dispose autrement", les délégués du ministre ont répondu :

> "La loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale dispose en son article 48 que "lorsque la doléance ou la requête est adressée à la Commission, celle-ci en saisit sans tarder le Comité de surveillance". L'intention du Gouvernement est que le pouvoir d'instruction des plaintes confié au Comité de surveillance ne puisse pas être annihilé par des dénonciations prématurées au Parquet par la Commission".

Compte tenu de cette réponse, il convient de rédiger l'exception légale envisagée de manière plus précise.

Paragraphe 7.

Il y a lieu d'écrire : "... aux Chambres législatives un ...".

Paragraphe 8.

Les mots "sans préjudice des §§ 6 et 7 et de l'article 29" sont superflus et doivent être omis, afin de distinguer les missions de la Commission et les obligations qui sont celles de ses membres.

D'autre part, il vaut mieux écrire :

"... sont tenus d'une obligation de confidentialité ...".

Article 29 (devenant l'article 31).

Le second alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"La Commission adresse au ministre de la Justice copie de tous ses avis et recommandations".

Article 30 (devenant l'article 32).

Paragraphe 1er.

Sous réserve de l'observation faite au sujet des articles 16 et 19, l'article 30, § 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 32. § 1er. Il est institué ... de la vie privée.

Ce Fonds est alimenté par les contributions visées à l'article 16, § 8. Sont imputées sur ce Fonds, les dépenses nécessaires au fonctionnement de la Commission pour la protection de la vie privée. En cas d'insuffisance du Fonds, le crédit nécessaire est inscrit au budget administratif des dépenses du ministère de la Justice".

A la question de savoir quelle est l'intention de l'auteur du projet quant au paragraphe 2, les délégués du ministre ont répondu :

> "L'intention sous-jacente au § 2 est que la Commission doit disposer d'un secrétariat dont le cadre fera partie de celui du ministère de la Justice. Il existera donc au Cadre organique du département une division spécialement consacrée au secrétariat de la Commission de la même manière qu'il en existe une consacrée au Commissariat général aux réfugiés".

Compte tenu de cette intention, il est proposé de rédiger le paragraphe 2, qui doit faire l'objet d'un article distinct, de la manière suivante :

"Art. 33. La Commission dispose d'un secrétariat dont le personnel est attaché au ministère de la Justice".

Article 32 (devenant l'article 35).

L'article 32 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 35. Est puni ... seulement, tout membre de la Commission de la protection de la vie privée ou tout expert qui a violé l'obligation de confidentialité prévue par l'article 28, § 8".

Article 34 (devenant l'article 37).

Au 1°, il faut écrire :

"1° quiconque a recueilli, en vue d'un traitement, des ...".

Au 3°, à la fin, mieux vaut écrire : "... en violation des articles 6, 7, 8, § 1er, ou 9, § 1er;".

Article 35 (devenant l'article 38).

L'infraction visée à l'article 470 du Code pénal est différente de celle prévue à l'article 35, 2°. En conséquence, il y a lieu d'omettre les mots "sans préjudice de l'application de l'article 470 du Code pénal".

Au 4°, les mots : "sans préjudice de l'application d'autres dispositions pénales" sont superflus et doivent être omis.

Article 37 (devenant l'article 40).

Paragraphe 1er.

A la fin de l'alinéa 1er, mieux vaut écrire :

"..., ou ordonner l'effacement de ces données".

A l'alinéa 2, mieux vaut écrire :

"... peuvent être ordonnés".

A l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire :

"... ni à l'effacement ordonnés conformément aux alinéas 1er et 2".

Le dernier alinéa du texte français serait mieux rédigé comme suit :

"Les objets confisqués doivent être détruits ... (la suite comme au projet)".

Paragraphe 2.

A la dixième ligne du texte français, mieux vaut écrire :

"... ou par personne interposée, ...".

Article 39 (devenant l'article 42).

Il faut écrire en français :

"... prévues par la présente loi ou ...".

Article 40 (devenant l'article 43).

A la question de savoir si l'habilitation prévue par l'article 40 ne doit pas être complétée par l'obligation de consulter la Commission, les délégués du ministre ont répondu que l'avis de la Commission pourrait effectivement être fort utile.

Il appartient au législateur de décider si cette formalité préalable doit être prévue dans l'article 40.

Article 41 (devenant l'article 44).

Le début de l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 44. A l'article 580, 13°, du Code judiciaire, inséré par la loi du 15 janvier 1990, le 13° est remplacé par le 14° et les mots ... (la suite comme au projet)".

Il y aurait lieu d'ajouter au projet un article nouveau complétant l'article 585 du Code judiciaire.

En effet, l'article 13 du projet crée un nouveau cas de saisine sur requête du président du tribunal de première instance.

Il serait souhaitable que cette hypothèse soit visée de manière expresse dans le Code judiciaire.

L'article nouveau serait rédigé comme suit :

"Art. 45. L'article 585 du Code judiciaire, modifié par la loi du 11 avril 1989, est complété comme suit :

"9° les demandes prévues à l'article 13 de la loi du ... relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel"."

.../...

Article 42 (devenant l'article 46).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 46. L'article 587, alinéa 1er, 3°, du Code judiciaire, inséré par la loi du 15 janvier 1990, est abrogé".

Article 43 (devenant l'article 47).

Il convient de remplacer à deux reprises les points de suspension par la date de la loi "15 janvier 1990".

La même remarque vaut pour l'article 44 (devenant l'article 48).

Article 45 (devenant l'article 49).

Suivant l'article 45, alinéa 1er, de la loi en projet,

"Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi".

Dans le commentaire consacré à cet article dans l'exposé des motifs, on peut lire :

"La date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi sera fixée par le Roi, ...

A défaut d'arrêté royal, la loi entrera de toute façon en vigueur le premier jour du treizième mois suivant le mois de sa publication au Moniteur belge".

Il y a lieu de relever une contradiction entre l'article 45 en projet et le commentaire qui lui est consacré, contradiction à laquelle il convient de remédier.

OBSERVATIONS FINALES.

1. La division d'un article en paragraphes n'est pas justifiée lorsqu'aucun de ceux-ci ne comporte au moins deux alinéas.

La remarque vaut notamment pour les articles 4, 5, 17 et 19.

2. Lorsque, dans le texte même du dispositif, il est fait renvoi à un paragraphe, il est recommandé d'écrire "paragraphe" et non "§".

La remarque vaut pour les articles 4, 8, 9, 10, 13, 16, 28 et 37.

3. Lorsque, dans le dispositif, il est fait référence à un alinéa, l'usage recommande d'éviter la tournure "alinéa précédent" (voir articles 7 et 37).

4. Lorsqu'un alinéa comporte une énumération, mieux vaut utiliser 1°, 2° que a), b) ... (articles 3 et 16).

5. L'usage est d'écrire, dans le texte français, "chapitre 1er" et de même "§ 1er", la dernière remarque valant pour les articles 30 et 37.

6. La modification de la numérotation des articles impose de revoir les références faites dans certains articles de la loi en projet à d'autres articles de la loi en projet et à d'autres articles de la même loi.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het voorontwerp van wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, bekrachtigt voor "ieder natuurlijk persoon (...) bij de verwerking van persoonsgegevens die op hem betrekking hebben, (het) recht op eerbiediging van zijn persoonlijke levenssfeer" (artikel 2).

Het voorontwerp geeft een reeks voorschriften om dat recht te garanderen, die van toepassing zijn op de houders van de bestanden en op de bewerkers, zonder dat er tussen hen enig onderscheid is - natuurlijke personen of rechtspersonen, particulieren of publiekrechtelijke personen - (artikel 1, § 6 en § 7).

Het voorontwerp legt een geheel van bepalingen vast die volgens de artikelen 1, § 1, en 3, § 1, van de ontworpen wet toepasselijk zijn op "elke geautomatiseerde verwerking" of op "het houden van een manueel bestand" van persoonsgegevens, dat wil zeggen, luidens artikel 1, § 5, "gegevens die betrekking hebben op een natuurlijke persoon die is of kan worden geïdentificeerd". In dat opzicht wordt geen enkel onderscheid gemaakt tussen de verwerking of de gegevens die door onderwerp of door aanwending ervan behoren tot de bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de plaatselijke overheden of de particuliere gebruikers.

Op de vraag naar de manier waarop uiting moet worden gegeven aan het streven om de persoonlijke levenssfeer te beschermen en aan de noodzaak om de voorschriften na te leven inzake de verdeling van de bevoegdheden over de openbare overheden, hebben de gemachtigden van de minister erop gewezen dat naar hun mening "la protection de la vie privée est une compétence nationale" en "qu'il s'agit ici de déterminer les modalités d'exercice des droits fondamentaux s'inscrivant dans le cadre de cette protection".

Die redenering lijkt gegrond. Behoudens een uitdrukkelijke grondwetsbepaling worden de rechten en vrijheden door de Grondwet onder de bescherming van de nationale wet geplaatst. Ofwel zegt een bepaling van de Grondwet dat op ondubbelzinnige wijze en bepaalt ze in het bijzonder dat aan de regeling van de vrijheden slechts beperkingen kunnen worden gesteld in de gevallen, in de vorm of onder de voorwaarden voorgeschreven door de wet. Ofwel bestemmen de voorschriften inzake bevoegdheidsverdeling de aangelegenheid voor de nationale wetgever, in het kader van de restbevoegdheden.

Er kan van worden uitgegaan dat het beginsel van de bescherming, in al haar vormen, van het recht van elke natuurlijke persoon op de eerbiediging van zijn persoonlijke levenssfeer, stilzwijgend maar ontegensprekelijk wordt gehuldigd door de Belgische Grondwet, wanneer die de bescherming verzekert van sommige aspecten van die persoonlijke levenssfeer (onschendbaarheid van de particuliere woning en onschendbaarheid van het briefgeheim).

Afgezien van de artikelen 10 en 22 van de Grondwet, moet ook worden aangenomen dat de algemene economie en de geest van de Grondwet willen dat de individuele vrijheden zonder onderscheid aan alle "Belgen" ten goede komen, op eenvormige wijze worden uitgelegd en toegepast en om die reden onder de bescherming van de nationale wetgever worden geplaatst.

Bovendien zij opgemerkt dat in tegenstelling tot wat is gebeurd met het onderwijs of het gebruik van de talen in bestuurszaken, noch de Grondwet, noch de bijzondere wetten tot hervorming der instellingen rechtstreeks of onrechtstreeks tot doel hebben gehad de nationale wetgever zijn taken inzake bescherming van de rechten en vrijheden geheel of gedeeltelijk te ontnemen; die aangelegenheid is nationaal gebleven.

Het is dus de taak van de nationale wetgever om in alle aangelegenheden, ook die welke tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten behoren, alle maatregelen te nemen die hij noodzakelijk of gewoon nuttig acht voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen de inbreuken die erop zouden worden gemaakt door de verwerking van persoonsgegevens.

Een decreet of een ordonnantie kan weliswaar voorschrijven dat bepaalde gegevens die verband houden met de uitoefening van de Gemeenschaps- of de Gewestbevoegdheden in manuele bestanden worden geregistreerd of automatisch

worden verwerkt. Bij een decreet of een ordonnantie kan, zoals het ontworpen artikel 16, § 3, 1°, bepaalt, "de geautomatiseerde verwerking worden ingesteld". In dat geval kan de Gemeenschap of het Gewest houder zijn van een bestand voor eigen behoeften; ze kunnen ook aan anderen - natuurlijke personen of rechtspersonen - voorschrijven die bestanden samen te stellen.

Een decreet of een ordonnantie kan echter niet voorschrijven dat bepaalde delicate gegevens waarvan de verwerking in principe verboden is, toch automatisch kunnen worden verwerkt of in een manueel bestand kunnen worden geregistreerd voor doeleinden waarvoor alleen het decreet of de ordonnantie een machtiging zou kunnen verlenen.

Het komt weliswaar aan de Gemeenschap of het Gewest toe om zo'n geautomatiseerde verwerking te organiseren op het gebied van hun bevoegdheden, maar het is niet hun taak om controle uit te oefenen over de "persoonsgegevens met betrekking tot het ras, de etnische afstamming, het seksueel gedrag of de overtuiging of activiteit op politiek, levensbeschouwelijk of godsdienstig gebied, het lidmaatschap van een vakbond of ziekenfonds" van de burgers, ofwel door het gebruik ervan toe te staan, ofwel door de door de wet vastgestelde verbodsbepalingen te behouden. De nationale wetgever kan in elk geval met een gewone wet geen delegatie verlenen aan de gemeenschaps- of de gewestwetgever om de verbodsbepalingen op te heffen die hij oplegt met de bedoeling de persoonlijke levenssfeer te beschermen.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De Regering is van zins de Belgische wetgeving aan te passen aan het Verdrag van de Raad van Europa houdende bescherming van personen ten aanzien van de automatische verwerking van persoonsgegevens, gedaan te Straatsburg op 28 januari 1981, met het oog op het van kracht worden hiervan in België. Bijgevolg moeten de bepalingen van dat verdrag in acht worden genomen. In dat verband formuleert de Raad van State, afdeling wetgeving, de volgende opmerkingen.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Ter wille van de duidelijkheid zou het beter zijn dat de definities die in de paragrafen 2, 3 en 4 worden gegeven, in de volgende volgorde worden aangebracht :

§ 2 : definitie van het bestand;

§ 3 : definitie van de geautomatiseerde verwerking;

§ 4 : definitie van het manueel bestand.

Bovendien moet er in paragraaf 3, die paragraaf 2 wordt, worden gepreciseerd dat er twee categorieën van bestanden zijn en dat de ontworpen wet zowel op de ene als op de andere van toepassing is, behoudens bijzondere bepaling.

Er is enige discrepantie tussen artikel 1, § 3, en de uitleg die in de memorie van toelichting wordt gegeven om een onderscheid te maken tussen het bestand en het dossier.

De commentaar die in de memorie van toelichting aan artikel 1 wordt gewijd kan, zoals hij luidt, misleidend klinken wat de draagwijdte van de wet betreft.

Paragraaf 6, derde lid.

Het is niet duidelijk wie de houder van het bestand of zijn vertegenwoordiger is. Wanneer de rechtspersonen "een bedrijfszetel of een bijkantoor in België" hebben, worden ze er normaliter vertegenwoordigd door de persoon die de bedrijfszetel of het bijkantoor bestuurt. Wil men evenwel gemakkelijk kunnen bepalen tot wie men zich moet wenden, dan lijkt het nuttig de verplichting op te leggen om de persoon die de bedrijfszetel of het bijkantoor bestuurt of enige andere natuurlijke persoon bij name aan te wijzen.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de natuurlijke personen die een verblijfplaats in België hebben, een vertegenwoordiger zouden moeten aanwijzen in België. In dat geval moeten zij ertoe worden verplicht woonplaats te kiezen in België of, in de documenten die voor derden toegankelijk zijn, de verblijfplaats te vermelden waar zij overeenkomstig het gemeen recht kunnen worden gedagvaard.

Artikel 2.

Volgens de gemachtigden van de minister wenst de Regering de bescherming in dit stadium niet uit te breiden tot de gegevens betreffende de rechtspersonen. De gemachtigden wijzen er evenwel op dat, indien er zich onder de inlichtingen der rechtspersonen informatie bevindt over natuurlijke personen (bijvoorbeeld de namen van de bestuurders van een vennootschap of van de leden van een vereniging zonder winstoogmerk), de ontworpen wet aan die informatie volledige bescherming verleent. Een zodanige explicitering zou ermee winnen als ze in de memorie van toelichting stond.

Artikel 3.

Paragraaf 2, a).

1. In de Franse tekst behoort te worden geschreven :

"a) aux traitements des données à caractère personnel ...".

In de Nederlandse tekst zou het beter zijn te schrijven : "de registraties van persoonsgegevens, ...".

2. Bovendien is er aan het slot van a) een discrepantie tussen de Franse tekst waarin de woorden "à un usage

.../...

privé" voorkomen, en de Nederlandse tekst waarin "voor persoonlijk gebruik" te lezen staat.

Duidelijkheidshalve zouden de woorden "voor persoonlijk gebruik" moeten worden vervangen door de woorden "voor gezins- of huiselijk gebruik en die bestemming behouden;".

Paragraaf 2, b).

Die bepaling kan alle internationaal publiekrechtelijke instellingen waarvan België geen lid is, niet uitsluiten van de werkingssfeer van de wet. Sommige van die instellingen worden door België immers erkend en genieten, krachtens de regels van het internationaal recht immuniteit, die verband zou kunnen houden met het onderwerp van de wet.

Paragraaf 3, eerste lid.

Het doel van paragraaf 3 bestaat erin een beperkte controle uit te oefenen op de registraties van persoonsgegevens die in het bezit zijn van het Bestuur Veiligheid van de Staat van het Ministerie van Justitie en van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging en niet die diensten uitdrukkelijk toestemming te verlenen om gebruik te maken van gegevensverwerking.

Logischerwijs zou het dan ook beter zijn dat het eerste en het derde lid van die paragraaf in de volgende vorm worden samengevoegd :

"§ 3. De artikelen 4, 5, 7 tot 11, 13, 14, 16, 17, 19 en 28, § 4, zijn niet van toepassing op de registraties van persoonsgegevens beheerd door het Bestuur Veiligheid van de Staat van het Ministerie van Justitie en de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging, die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun opdrachten".

Artikel 4.

Het "eerlijkheidsbeginsel", dat van toepassing is op het verzamelen van gegevens en vervat is in artikel 5 van het Europees Verdrag, vraagt dat regels worden goedgekeurd die in overeenstemming zijn met het eerdergenoemde verdrag. Wil men ervoor zorgen dat personen bij wie gegevens worden verzameld eerlijk worden voorgelicht, dan behoort in de tekst van het ontworpen artikel 4 te worden gepreciseerd dat die personen erover moeten worden ingelicht met welk doel de verzamelde gegevens zullen worden gebruikt en of de hun gestelde vragen al dan niet moeten worden beantwoord.

Het is niet voldoende dat die preciseringen terzijde worden geschoven, omdat het ontwerp eveneens van toepassing zou zijn op de manuele bestanden. Aangezien ook de geautomatiseerde bestanden bedoeld worden in de ontworpen

tekst, moeten de in het verdrag gestelde minimumeisen inzake eerlijkheid in acht worden genomen.

Het ontworpen artikel 4 moet op dit punt worden aangevuld.

Artikel 6.

Duidelijker dan de bepaling zelf is de uitleg die in de memorie van toelichting wordt verstrekt in de commentaar gewijd aan artikel 6.

Artikel 5, b) en c) van het Europees Verdrag luidt als volgt :

"Les données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement automatisé sont :

...

b. enregistrées pour des finalités déterminées et légitimes et ne sont pas utilisées de manière incompatible avec ces finalités;

c. adéquates, pertinentes et non excessives par rapport aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées;

...".

De kenmerken die de persoonsgegevens volgens het voornoemde artikel 5, b) en c) moeten dragen om automatisch te mogen worden verwerkt, komen in artikel 6 slechts ten dele aan bod.

Het ontworpen artikel moet in overeenstemming worden gebracht met het eerdergenoemde artikel van het Europese Verdrag.

Artikel 7.

Er behoort te worden verwezen naar de algemene opmerking die aan het begin van dit advies voorkomt. Bijgevolg behoort de verwijzing naar het decreet en de ordonnantie te vervallen en moet het slot van artikel 7, eerste lid, als volgt worden geredigeerd :

"... is slechts voor de bij de wet vastgestelde doeleinden toegestaan".

Bovendien behoren in zoverre de bescherming van de persoonlijke levenssfeer tot het domein van de rechten en fundamentele vrijheden behoort, aan de Koning geen delegaties te worden verleend met de woorden "krachtens". Het woord "krachtens" moet eveneens vervallen.

Artikel 8.

Paragraaf 1, derde lid.

Om beter te doen uitkomen dat het in het derde lid bedoelde register niet alleen "de inhoud en de draagwijdte van de toegangsmachtiging" moet bevatten, maar dat daarin

ook de personen moeten worden vermeld die bij name zijn aangewezen om toegang te hebben tot de verwerkte gegevens, wordt voorgesteld artikel 8, § 1, derde lid, als volgt te redigeren :

"De personen die betrokken zijn bij de verwerking van de gegevens of die tot de registratie toegang hebben, moeten bij name worden aangewezen door de persoon die verantwoordelijk is voor de verwerking. De inhoud en de draagwijdte van de toegangsmachtiging worden voor iedere gemachtigde persoon vastgesteld. In het regelmatig bijgehouden register wordt melding gemaakt van de bij name vermelde personen en van de inhoud en de draagwijdte van de machtiging".

Paragraaf 1, vierde lid.

De bevoegdheid om af te wijken van het verbod om persoonsgegevens aan derden mede te delen, mag door de Koning niet worden uitgeoefend. Bijgevolg dienen de woorden "of krachtens" te vervallen.

Paragraaf 2.

Uit de uitleg die door de gemachtigden van de minister is verstrekt, blijkt dat de administratieve of boekhoudkundige gegevens bedoeld in paragraaf 2 en die door verzorgingsinstellingen, instellingen voor sociale zekerheid of instellingen voor volksgezondheid kunnen worden verwerkt, niet aan derden mogen worden medegedeeld.

De regel behoort in paragraaf 2 in herinnering te worden gebracht. Er wordt bijgevolg voorgesteld een tweede lid in te voegen dat als volgt luidt :

"Behoudens afwijking voorgeschreven door de wet, is het verboden die gegevens aan derden mede te delen".

Artikel 9.

Paragraaf 1.

Wil men rekening houden met de bij de artikelen 7 en 8 geformuleerde opmerking, dan behoort de inleidende volzin als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 9. § 1. De verwerking van persoonsgegevens is slechts geoorloofd voor de bij wet vastgestelde doeleinden wanneer de betrekking hebben op : ...".

Het zou beter zijn 1° als volgt te redigeren in het Frans :

"1° les litiges soumis aux cours et tribunaux ainsi qu'aux juridictions administratives, sous réserve de l'article 14;".

In 6° dient in plaats van de wet van 20 april 1874 de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis te worden vermeld.

Paragraaf 4.

De begrippen "centraal strafregister" en "gemeentelijke strafregisters", waarvan in paragraaf 4 gebruik wordt gemaakt, zijn geen officiële benamingen en zijn in geen enkele wettekst te vinden, tenminste wat de gemeentelijke strafregisters betreft. Er is alleen sprake van de bewaring van de notities van alle vonnissen, zoals bedoeld in de artikelen 600 en 602 van het Wetboek van Strafvordering.

In een wetsbepaling mag niet worden verwezen naar het gemeentelijk strafregister zolang er geen wet wordt goedgekeurd waarbij een dergelijk register wordt ingesteld.

Artikel 9, § 4, staat toe dat sommige gegevens in het centrale strafregister worden opgenomen, zonder te bepalen met welk doel die registraties mogen worden gedaan. Het loutere feit dat de overheid die gemachtigd is tot het verwerken van sommige gegevens wordt aangewezen, doet bovendien niets af aan de verplichting om te bepalen met welk doel die gegevens mogen worden gebruikt, zoals wordt vereist in artikel 5, b, van het Europese Verdrag.

Indien andere gegevens dan die welke bedoeld zijn in paragraaf 4 moeten worden verwerkt, behoort eveneens te worden gepreciseerd welk doel met die verwerking wordt nagestreefd.

Het ontwerp moet op die punten worden aangevuld.

De paragrafen 6 en 7.

Aan het begin dient er in de Franse tekst te worden geschreven : "Les données mentionnées au paragraphe 1er ...".

Hoofdstuk III.

Het zou beter zijn het opschrift van hoofdstuk III als volgt te redigeren :

"Hoofdstuk III. Het recht van kennisneming, toegang en verbetering".

Artikel 10.

Paragraaf 1.

Paragraaf 1 heeft betrekking op het recht van kennisneming en paragraaf 2 op het recht van toegang tot de registratie van gegevens. Die twee rechten staan los van elkaar en het zou bijgevolg beter zijn van de paragrafen 2 tot 5 onderscheiden artikelen te maken :

- artikel 10, dat wordt gevormd door paragraaf 1;

- een nieuw artikel 11, dat de paragrafen 2 tot 4 omvat;

- een nieuw artikel 12 dat wordt gevormd door paragraaf 5.

Het zou beter zijn het begin van artikel 10, § 1, als volgt te redigeren :

"Art. 10. § 1. Wanneer een persoon voor het eerst in een bepaald bestand wordt geregistreerd, moet ...".

Punt 3° is zo geredigeerd dat het zeer veel ruimte openlaat en onduidelijk is; er kan niet uit worden opgemaakt welke gevallen de wetgever voor ogen heeft en bijgevolg hoe ruim die uitzonderingen zijn; sommige buitenlandse wetgevingen voorzien in minder ruime uitzonderingen dan de ontworpen tekst (1).

De ontworpen tekst moet zo worden herzien dat de beschouwde uitzondering daarin beter wordt afgelijnd.

Artikel 10, §§ 2 tot 4 (dat het nieuwe artikel 11 wordt).

Paragraaf 2 (dat artikel 11, § 1, wordt).

De aan de betrokkene te geven inlichtingen moeten zo worden aangevuld dat hem kennis wordt gegeven van de mo-

(1) Zie : Hessisches Datenschutzgesetz, 11 november 1986, deel 18, §§ 5 en 6, Wiesbadener Graphische Betriebe GmbH Wiesbaden; Nederland, Wet persoonsregistraties, artikel 28, Staatsblad 1988, 665, blz. 1 tot 13.

gelijkheid om inzage te hebben in het in artikel 17 bedoelde openbaar register (1).

Het zou beter zijn artikel 10, § 2, dat artikel 11, § 1 wordt, als volgt te redigeren :

"Art. 11. § 1. Elke persoon die zijn identiteit bewijst, heeft het recht kennis te krijgen van de hem betreffende gegevens die in het bestand zijn opgenomen. Hij wordt in kennis gesteld van de mogelijkheid om de in de artikelen 11 en 13 bedoelde beroepen in te stellen en, eventueel, inzage te nemen van het in artikel 17 bedoelde openbare register (1).

Daartoe richt de betrokkene een gedateerd en ondertekend verzoek aan de houder van het bestand of aan iedere persoon die de Koning aanwijst.

De inlichtingen ... verzoek. De Koning ... de voorwaarden en de wijze van betaling bepalen van een som die moet dienen om alleen de administratiekosten te dekken".

Paragraaf 3 (die artikel 11, § 2 wordt).

Op de vraag of men zich op een termijn van twaalf maanden zou kunnen beroepen tegen verzoeker, wanneer gege-

---

(1) De hiervoren voorgestelde wijzigingen hebben tot gevolg dat de verwijzingen naar de artikelen van de ontworpen wet moeten worden aangepast. Zo wordt artikel 17, in de twee hiervoren voorgestelde teksten artikel 19.

vens worden gewijzigd, hebben de gemachtigden van de minister het volgende antwoord gegeven :

> "L'introduction d'un principe selon lequel le délai de douze mois ne devrait pas pouvoir être opposé au requérant lorsqu'ont eu lieu des modifications de données, pourrait donner lieu à de nombreuses difficultés pratiques et aboutir dans les faits à la suppression de ce délai de douze mois (où le maître du fichier pourra-t-il fixer la barre ? Une simple modification d'adresse de la personne concernée suffira-t-elle à supprimer ce délai de douze mois ?). Peut-être serait-il préférable de régler ce type de problèmes via une intervention de la Commission (cfr. article 10, § 3, alinéa 2)".

Indien de steller van het ontwerp dit probleem door de Commissie wil laten oplossen, behoort paragraaf 3, tweede lid, dat te beperkend is opgevat, te worden herzien.

Paragraaf 4 (die artikel 11, § 3 wordt).

... (zoals in het ontworpen artikel 10, § 4).

Nieuw artikel 12.

(dat artikel 10, § 5, 1° en 2°, overneemt).

Paragraaf 5 (die artikel 12 wordt).

1°.

De persoonsgegevens waarvan gebruik wordt gemaakt om statistieken op te maken mogen logischerwijs pas van de

werkingssfeer van de wet worden uitgesloten als er vooraf voor gezorgd is dat ze geen verwijzing naar individuele personen meer bevatten.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"1° op de persoonsregistraties die anoniem zijn gemaakt met de uitsluitende bedoeling anonieme statistieken op te maken en te verspreiden.

Zolang de persoonsgegevens van individuele aard zijn, blijven de belanghebbenden toegang hebben tot het bestand".

2°.

Volgens de gebruikelijke betekenis van de woorden "administratieve politie", zou de bepaling ertoe leiden dat het recht van toegang niet meer geldt ten aanzien van heel wat openbare bestanden, hetgeen onverenigbaar zou zijn met de artikelen 8 en 9 van het verdrag.

De tekst moet worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt eveneens voor artikel 4, § 2, en voor artikel 11, § 4, waarin die termen eveneens worden gebruikt.

Artikel 11 (dat artikel 13 wordt).

Paragraaf 1.

Men schrijve : "§ 1. Eenieder is gerechtigd alle onjuiste persoonsgegevens die op hem betrekking hebben kosteloos te doen verbeteren".

In het tweede lid schrijve men : "Eenieder is tevens gerechtigd kosteloos de verwijdering van of het verbod op de aanwending van alle hem betreffende persoonsgegevens te verkrijgen die, gelet op het doel van de verwerking, onvolledig of irrelevant zijn, of waarvan de registratie, de mededeling of de bewaring verboden zijn, of ...".

Paragraaf 2.

Het zou beter zijn paragraaf 2 als volgt te redigeren :

"§ 2. Om dat recht uit te oefenen dient de belanghebbende een gedagtekend en ondertekend verzoek in bij de houder van het bestand of bij iedere andere persoon die de Koning aanwijst".

Paragraaf 3.

Er moet worden bepaald dat de houder van het bestand van de verbeteringen of verwijderingen van gegevens

kennis geeft aan degenen die hierom vragen, en nadien aan de personen aan wie de gegevens zijn medegedeeld. De laatste zinsnede luidend "voor zover hij nog kennis heeft van de bestemmelingen van de mededeling" moet echter achterwege worden gelaten, omdat de houder van het bestand op grond daarvan kan weigeren kennis te geven van een verbetering op de grond dat hij niet meer zou weten aan wie hij persoonsgegevens heeft medegedeeld.

Wil men zorgen voor een inperking van de vrijheid die wordt gegeven aan de houder van het bestand om de lijsten van personen aan wie hij gegevens mededeelt niet te bewaren, dan zou het beter zijn dat er een termijn wordt gesteld waarbinnen de houder van het bestand de identiteit van die personen moet bijhouden.

De voorgestelde regel is nodig, temeer daar in artikel 13, § 6, wordt bepaald dat "de voorzitter van de rechtbank (kan) gelasten dat de houder van het bestand aan die derden van de verbetering of de verwijdering van die gegevens kennis geeft".

Artikel 13 (dat artikel 15 wordt).

Paragraaf 1.

Op de achtste en de negende regel schrijve men : "... om inzage te verkrijgen van persoonsgegevens, alsook van de vorderingen tot verbetering, ...".

.../...

Voorts is bij de woorden "worden geacht" dezelfde opmerking te maken als die welke bij artikel 11, § 1, is gemaakt.

Paragraaf 3.

In 4° behoort er te worden geschreven :

"4° het onderwerp van de vordering en ...".

Paragraaf 5.

Het zou beter zijn paragraaf 5 als volgt te redigeren :

"§ 5. De op grond van paragraaf 1 ingestelde vordering is pas ontvankelijk als de vordering is afgewezen of als daaraan binnen zestig dagen geen gevolg is gegeven".

Artikel 14 (dat artikel 16 wordt).

Het zou beter zijn artikel 14 als volgt te redigeren :

"Art. 16. Tijdens het in artikel 13 bedoelde geding moet bij elke mededeling van een persoonsgegeven duidelijk worden vermeld dat het wordt betwist".

Artikel 15 (dat artikel 17 wordt).

De bevoegdheid van de Commissie om ter plaatse verificaties te doen zou moeten worden aangevuld met de verplichting, voor de houder van het bestand, om de leden van de Commissie toegang te verlenen tot de lokalen en om degenen die zouden weigeren de door artikel 15, 4°, ingevoerde bepaling toe te passen, te straffen met geldboeten.

In de Franse tekst schrijve men bovendien in 4° : "... qui, en raison de leurs fonctions ...".

In de Nederlandse tekst schrijve men : "... indien zodanige bewerkingen niet voorgeschreven, niet toegestaan of verboden zijn;".

Artikel 16 (dat artikel 18 wordt).

Paragraaf 3.

Bij de bepaling onder 2° en 3° behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke bij artikel 1, § 6, derde lid, is gemaakt.

In de bepaling onder 6° schrijve men : "bedoeld in".

Het is de vraag wat de voorwaarden inzake mededeling zijn waarvan sprake is in 10°. Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister betreft het de waarborgen

die aan de mededeling van gegevens (1) verbonden moeten zijn.

Die verduidelijking zou in de ontworpen tekst moeten worden opgenomen.

Paragraaf 8.

Volgens paragraaf 8 moet de houder van het bestand bij de opgaaf waartoe hij door het ontworpen artikel wordt verplicht, "een vergoeding ten titel van bijdrage (...) storten in het Fonds opgericht bij artikel 30". Dat artikel voorziet in de begroting van het Ministerie van Financiën in een bijzonder fonds voor de werking van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en het wordt onder meer gestijfd met de in paragraaf 8 van het ontworpen artikel bedoelde bijdragen.

In de commentaar bij de artikelen 30 en 31 staat te lezen :

> "De Regering acht het billijk de houders van het bestand, die omwille van hun werkzaamheden bijdragen tot het risico op inbreuk op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, te doen bijdragen tot de kosten van de bescherming ...".

---

(1) De gemachtigden van de minister hebben de volgende voorbeelden gegeven : mededeling aan instellingen voor onderzoek op voorwaarde dat de gegevens onpersoonlijk worden gemaakt, verkoop van gegevens op voorwaarde dat zij niet worden doorverkocht.

Er zijn drie criteria op grond waarvan men de retributie kan onderscheiden van de belasting (1).

1° De retributie moet als onmiddellijke tegenprestatie dienen voor een dienst en moet in verhouding staan tot de kostprijs van die dienst.

In het onderhavige geval geeft niets grond voor de bewering dat de houders van het bestand een beroep zullen kunnen doen op een dienst. Het bedrag van de retributies lijkt integendeel wel degelijk bestemd te zijn om de kosten te dekken van de controle waaraan zij onderworpen zullen zijn, wat in de commentaar van de memorie van toelichting wordt bevestigd.

2° De retributie moet ook staan tegenover een dienst die wordt verleend aan de tot betaling van de retributie gehouden persoon en niet aan de gemeenschap.

Uit de bepalingen van de ontworpen wet, inzonderheid uit artikel 28, blijkt dat de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer haar opdracht vervult ten voordele van de gemeenschap en niet ten behoeve van de houders van het bestand.

---

(1) Zie onder meer advies L. 19.463/9 betreffende een voorontwerp van decreet van de Waalse Gewestraad op de bescherming van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, weergegeven in Gedr. St. C.R.W., zitting 1989-1990, nr. 151/1, blz. 43 e.v.

3° De retributie moet als tegenprestatie dienen voor een dienst waarop vrijwillig een beroep is gedaan. Volgens de rechtsleer en de rechtsspraak is dat het hoofdkenmerk van de retributie (1).

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer vervult haar controletaak ambtshalve, krachtens de wet, en niet op verzoek van de houders van het bestand.

De in paragraaf 8 van het ontworpen artikel bedoelde heffing beantwoordt niet aan de voormelde criteria. Bijgevolg betreft het geen retributie, maar een belasting. De wetgever zelf moet er de grondslag en het tarief van vaststellen.

Paragraaf 8 van het ontworpen artikel moet grondig worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 19, § 2, luidens hetwelk de Koning het bedrag vaststelt van de bijdrage die moet worden gestort door de houders van het be-

---

(1) Zie J. DE MEYER, Impôts et rétributions, syllabus; J.M. VAN BOL, L'impôt et la redevance comme instruments des politiques régionales et communautaires. Le cas de la politique de l'environnement, A.P.T., 1986, blz. 257 tot 268, inz. nrs. 11 en 12; Cass. 5 maart 1888, Pas., I, blz. 109; Cass. 20 november 1972, Pas. 1973, I, blz. 279; Cass. 20 februari 1986, J.T., 1986, blz. 455; Raad van State, P.V.B.A. STAES, nr. 21.061 van 24 maart 1981.

stand op wie een specifiek systeem van voorafgaande machtigingen of meldingen van verwerkingen van persoonsgegevens van toepassing is, van welk specifiek systeem sprake is in paragraaf 1 van hetzelfde artikel.

Artikel 17 (dat artikel 19 wordt).

Bij de vraag waarom de verwijzing naar artikel 16, § 3, 7° en 8°, achterwege is gelaten hebben de gemachtigden van de minister de volgende toelichting verstrekt :

> "Le registre public est avant tout destiné aux personnes concernées qui doivent y trouver tous les éléments nécessaires à l'exercice de leurs droits. D'une façon plus générale, il devrait aussi permettre au public (via le contrôle de la presse par exemple) d'avoir une vue d'ensemble des utilisations de données à caractère personnel en Belgique.
>
> L'exclusion du registre des éléments visés à l'article 16, § 3, 7° et 8° vise à protéger le maître du fichier contre des consultations du registre à d'autres fins, notamment par des sociétés privées qui y verraient un moyen de découvrir les "secrets de fabrication" des traitements automatisés de leurs concurrents.
>
> Il est par contre indispensable que la Commission soit en possession de ces éléments pour pouvoir exercer ses missions de contrôle ou apprécier la suite à donner aux plaintes qui lui sont adressées".

Die uitleg zou moeten worden opgenomen in de aan artikel 17 gewijde commentaar.

Artikel 20 (dat artikel 22 wordt).

De onderlinge verbanden, onderlinge verbindingen of enige andere wijze van in relatie brengen van persoonsgegevens maken noodzakelijk deel uit van verwerkingen en kunnen als zodanig worden beschouwd in de zin van artikel 1.

Volgens de Raad van State moet van de onderlinge verbindingen of onderlinge verbanden de in artikel 16 bedoelde opgaaf worden gedaan wegens de combinatie van 5°, 6°, 7°, 9° en 10° van paragraaf 3 van dat artikel.

Artikel 23 (dat artikel 25 wordt).

Paragraaf 3.

1. Volgens artikel 23, § 3, eerste lid, worden de leden van de Commissie door de Kamer of de Senaat gekozen op door de ministerraad voorgedragen lijsten. De aan de Regering verleende bevoegdheid om voor elke te verlenen post twee gegadigden voor te dragen, is ongewoon. Die bevoegdheid kan bovendien de keuze van de wetgevende kamers behoorlijk beperken.

Het zou wegens de aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toevertrouwde opdrachten wenselijk zijn de parlementaire oppositie te

betrekken bij het aanwijzen van de leden van de Commissie (1).

De artikelen 25 en 26 zullen aan de gekozen benoemingswijze moeten worden aangepast.

2. Dezelfde paragraaf 3, eerste lid, is, in zoverre hij bepaalt dat de leden van de Commissie van hun opdracht kunnen worden ontheven door de Kamer die hen heeft benoemd, in strijd met het onafhankelijkheidsbeginsel dat is neergelegd in paragraaf 3, tweede lid, en dat tot uiting komt in geheel het ontwerp en is ook nadelig voor het behoorlijk vervullen van de hun toevertrouwde opdracht.

Er is duidelijk een tegenstrijdigheid tussen de beslissing, ook al is zij gemotiveerd, om een lid van zijn opdracht te ontheffen en de onafhankelijkheid van de leden van de Commissie bij het vervullen van hun opdracht.

De door de gemachtigde van de minister verstrekte uitleg wijst erop dat het wel degelijk de bedoeling is aan de Wetgevende Kamers een afzettingsbevoegdheid ad nutum te verlenen.

Wegens de kritiek die is geleverd op de wijze waarop de Commissie is samengesteld is die afzettingsbe-

---

(1) Hof Mensenrechten, zaak Klass en anderen, arrest van 6 september 1978, reeks A, nr. 28.

voegdheid ad nutum niet bestaanbaar met de opdrachten van de Commissie.

Bijgevolg moet het statuut van de Commissieleden worden vastgesteld en moet worden bepaald welke overheid een lid van die commissie van zijn ambt kan ontheffen omdat hij niet meer voldoet aan één van de in paragraaf 4 opgenoemde voorwaarden; de ontworpen tekst behoort bijgevolg grondig te worden omgewerkt.

3. Paragraaf 3, derde lid, bepaalt dat de Commissie zodanig is samengesteld dat er een totaal evenwicht bestaat onder de verschillende sociaal-economische groepen.

Zoals hij is gesteld is de regel onduidelijk en bijgevolg kan hij niet worden toegepast. De sociaal-economische groepen die zullen bijdragen tot het totale evenwicht dienen te worden aangewezen en er moet worden bepaald hoe dat evenwicht zal worden bereikt.

Artikel 24 (dat artikel 26 wordt).

Volgens de door de gemachtigden van de minister in verband met het eerste lid verstrekte uitleg is het de bedoeling te voorzien in de vervanging van het werkend lid door het plaatsvervangend lid, maar ook in het geval dat de plaats van werkend lid open komt te staan.

.../...

Voor artikel 24, eerste lid, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 26. Wanneer een werkend lid verhinderd is of afwezig alsmede in het geval dat zijn mandaat openvalt, wordt het lid vervangen door zijn plaatsvervanger".

In het tweede lid schrijve men :

"wordt volgens de in artikel 23 bedoelde procedures vervangen door een lid of een plaatsvervangend lid dat voor de rest van de termijn wordt gekozen".

Artikel 25 (dat artikel 27 wordt).

In het vijfde lid schrijve men : "Hij neemt zijn plaats op de ranglijst weer in van het ogenblik af dat hij zijn mandaat neerlegt".

Artikel 27 (dat artikel 29 wordt).

Aan het slot van artikel 27, eerste lid, schrijve men : "Het wordt medegedeeld aan de Wetgevende Kamers".

In artikel 27, tweede lid, zou het beter zijn te schrijven : "Zij beslist bij volstrekte meerderheid".

Artikel 28 (dat artikel 30 wordt).

Paragraaf 1.

Zoals de tekst is gesteld zou hij te limitatief kunnen worden uitgelegd wat de gevallen betreft waarin de Commissie kan worden geraadpleegd of uit eigen beweging adviezen kan verstrekken.

De vraag rijst onder meer of zij niet zou kunnen worden geraadpleegd over een ontwerp of voorstel van wet tot wijziging van de bepalingen van de ontworpen wet, wat de tekst aan het slot van paragraaf 1 lijkt uit te sluiten.

De bedoelingen van de Regering zouden duidelijker tot uiting moeten worden gebracht. De Wetgevende Kamers zullen moeten uitmaken of dat limitatieve karakter al dan niet behouden moet worden.

Paragraaf 3.

Men schrijve :

"§ 3. In speciaal gemotiveerde dringende gevallen kan de termijn bedoeld in paragraaf 2 verminderd worden tot vijftien dagen wat de reglementsbepalingen bedoeld in deze wet betreft, met uitzondering ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Paragraaf 5.

Die bepaling verleent aan de Commissie de bevoegdheid om verificaties ter plaatse te doen, zonder evenwel te voorzien in het geval waarin een houder van het bestand de toegang tot zijn lokalen zou weigeren en ook zonder te voorzien in de mogelijkheid om over die weigering heen te stappen door gebruik te maken van een toestemming van het gerecht en zonder te voorzien in een strafmaatregel. De tekst zou in die zin moeten worden aangevuld. Onverminderd andere middelen die moeten worden aangewend, zou artikel 35 onder meer kunnen worden aangevuld met een 8° luidend als volgt :

"8° hij die de Commissie, haar leden of de door haar vereiste deskundigen heeft verhinderd de in artikel 28, § 5, bedoelde verificaties te doen".

Paragraaf 6.

Op de vraag wat de strekking is van de woorden "Tenzij de wet anders bepaalt", hebben de gemachtigden van de minister geantwoord :

> "La loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale dispose en son article 48 que "lorsque la doléance ou la requête est adressée à la Commission, celle-ci en saisit sans tarder le Comité de surveillance". L'intention du Gouvernement est que le pouvoir d'instruction des plaintes confié au Comité de surveillance ne puisse pas être annihilé par des dénonciations prématurées au Parquet par la Commission".

Gelet op dat antwoord moet de voorgenomen wettelijke uitzondering duidelijker worden gesteld.

Paragraaf 7.

Men schrijve : "... bij de Wetgevende Kamers een ...".

Paragraaf 8.

De woorden "onverminderd de §§ 6 en 7, alsook van artikel 29" zijn overbodig en moeten vervallen, opdat een onderscheid wordt gemaakt tussen de taken van de Commissie en de verplichtingen die haar leden hebben.

Bovendien is het beter te schrijven :

"... zijn verplicht het vertrouwelijke karakter te bewaren ...".

Artikel 29 (dat artikel 31 wordt).

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De Commissie doet aan de Minister van Justitie een afschrift toekomen van al haar adviezen en aanbevelingen".

Artikel 30 (dat artikel 32 wordt).

Paragraaf 1.

Onder voorbehoud van de opmerking in verband met de artikelen 16 en 19, zou artikel 30, § 1, beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 32. § 1. Er wordt voorzien in een bijzonder Fonds ... op de begroting van het Ministerie van Justitie.

Dat Fonds wordt gestijfd door de bijdragen, bepaald in artikel 16, § 8. Op dat Fonds worden de uitgaven aangerekend, die noodzakelijk zijn voor de werking van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Is het Fonds ontoereikend, dan wordt het noodzakelijke krediet ingeschreven op de administratieve uitgavenbegroting van het Ministerie van Justitie".

Op de vraag welke bedoeling de steller van het ontwerp met paragraaf 2 heeft, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord :

> "L'intention sous-jacente au § 2 est que la Commission doit disposer d'un secrétariat dont le cadre fera partie de celui du ministère de la Justice. Il existera donc au Cadre organique du département une division spécialement consacrée au secrétariat de la Commission de la même manière qu'il en existe une consacrée au Commissariat général aux réfugiés".

Gelet op die bedoeling wordt voorgesteld paragraaf 2, die een afzonderlijk artikel moet vormen, als volgt te redigeren :

"Art. 33. De Commissie beschikt over een secretariaat waarvan het personeel verbonden is aan het Ministerie van Justitie".

Artikel 32 (dat artikel 35 wordt).

Het zou beter zijn artikel 32 als volgt te redigeren :

"Art. 35. Met gevangenisstraf van ... en met geldboete van ... alleen, wordt gestraft elk lid van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer of elke deskundige die de in artikel 28, § 8, bepaalde verplichting tot vertrouwelijkheid heeft geschonden".

Artikel 34 (dat artikel 37 wordt).

In de bepaling onder 1° schrijve men :

"1° hij die, met het oog op verwerking, persoonsgegevens ...".

In de bepaling onder 3° schrijve men in fine : "... verwerkt met schending van de artikelen 6, 7, 8, § 1, of 9, § 1;".

.../...

Artikel 35 (dat artikel 38 wordt).

Het strafbaar feit, bedoeld in artikel 470 van het Strafwetboek, verschilt van dat, bepaald in artikel 35, 2°. Bijgevolg dienen de woorden "onverminderd de toepassing van artikel 470 van het Strafwetboek" te vervallen.

In de bepaling onder 4° moeten de woorden "onverminderd de toepassing van andere strafbepalingen" als overbodig vervallen.

Artikel 37 (dat artikel 40 wordt).

Paragraaf 1.

Aan het slot van het eerste lid schrijve men :

"..., of de uitwissing van die gegevens gelasten".

In het tweede lid schrijve men :

"... kunnen worden gelast, ...".

In het derde lid schrijve men :

"... noch op de uitwissing, gelast overeenkomstig het eerste en het tweede lid".

De Franse tekst van het laatste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Les objets confisqués doivent être détruits ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Paragraaf 2.

In de Franse tekst schrijve men op de tiende regel :

"... ou par personne interposée, ...".

Artikel 39 (dat artikel 42 wordt).

In de Franse tekst behoort te worden geschreven :

"... prévues par la présente loi ou ...".

Artikel 40 (dat artikel 43 wordt).

Wanneer aan de gemachtigden van de minister is gevraagd of de in artikel 40 bepaalde machtiging niet behoeft te worden aangevuld met de verplichting om de Commissie te raadplegen, hebben zij geantwoord dat het advies van de Commissie inderdaad erg nuttig zou kunnen zijn.

Het is zaak van de wetgever uit te maken of die voorafgaande formaliteit in artikel 40 moet worden voorgeschreven.

Artikel 41 (dat artikel 44 wordt).

Het begin van het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 44. In artikel 580, 13°, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 15 januari 1990, wordt het cijfer 13° vervangen door het cijfer 14° en worden de woorden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Aan het ontwerp zou een nieuw artikel moeten worden toegevoegd dat artikel 585 van het Gerechtelijk Wetboek aanvult.

Artikel 13 van het ontwerp doet immers een nieuw geval ontstaan waarin de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg uitspraak doet op verzoekschrift.

Het zou wenselijk zijn uitdrukkelijk naar dat geval te verwijzen in het Gerechtelijk Wetboek.

Het nieuwe artikel zou als volgt worden geredigeerd :

"Art. 45. Artikel 585 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 11 april 1989, wordt aangevuld als volgt :

"9° de vorderingen bedoeld in artikel 13 van de wet van ... tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens"."

.../...

Artikel 42 (dat artikel 46 wordt).

Het artikel zou beter als volgt worden gerediGeerd :

"Art. 45. Artikel 587, eerste lid, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 15 januari 1990, wordt opgeheven".

Artikel 43 (dat artikel 47 wordt).

De gedachtenpuntjes behoren tot tweemaal toe te worden vervangen door de datum van de wet, namelijk "15 januari 1990".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 44 (dat artikel 48 wordt).

Artikel 45 (dat artikel 49 wordt).

Artikel 45, eerste lid, van de ontworpen wet luidt als volgt :

"De Koning stelt voor de bepalingen van deze wet de datum van inwerkingtreding vast".

In de commentaar bij dat artikel in de memorie van toelichting staat te lezen :

"De datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet wordt door de Koning vastgesteld.

Zo geen koninklijk besluit wordt genomen, treedt de wet hoe dan ook in werking op de eerste dag van de dertiende maand na die waarin deze wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

De Raad van State attendeert op een tegenstrijdigheid tussen het ontworpen artikel 45 en de commentaar daarbij; die tegenstrijdigheid behoort te worden weggewerkt.

SLOTOPMERKINGEN.

1. Er is geen reden voor een indeling van een artikel in paragrafen wanneer geen van die paragrafen niet ten minste twee leden bevat.

De opmerking geldt voor de artikelen 4, 5, 17 en 19.

2. Wanneer in de tekst zelf van het bepalend gedeelte wordt verwezen naar een paragraaf, verdient het aanbeveling "paragraaf" te schrijven, en niet "§".

De opmerking geldt voor de artikelen 8, 9, 10, 13, 16, 28 en 37, alsmede voor artikel 4 van de Franse tekst.

3. Wanneer in het bepalend gedeelte naar een lid wordt verwezen, wil het gebruik dat formuleringen als "het

vorig lid" en "de voorgaande leden" (zie de artikelen 7 en 37) worden vermeden.

4. Bevat een lid een opsomming, dan gebruike men daarvoor 1°, 2°, ... in plaats van a), b), ... (artikelen 3 en 16).

5. Het is gebruikelijk in de Franse tekst "chapitre 1er" en "§ 1er" te schrijven; de laatste opmerking geldt voor de artikelen 30 en 37.

6. Aangezien de nummering van de artikelen gewijzigd wordt, is het noodzakelijk de verwijzingen die in sommige artikelen van de ontworpen wet naar andere artikelen van dezelfde wet gedaan worden, te herzien.

L'avis concernant le problème de compétence soulevé par les articles 7 et 9 a été donné par l'assemblée générale de la section de législation composée de

Het advies betreffende het door de artikelen 7 en 9 gestelde bevoegdheidsprobleem is gegeven door de algemene vergadering van de afdeling wetgeving samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	P. TAPIE,	président, voorzitter,
	H. COREMANS, J.-J. STRYCKMANS, J. NIMMEGEERS, C.-L. CLOSSET,	présidents de chambre, kamervoorzitters,
Monsieur : de Heer : Madame : Mevrouw : Monsieur : de Heer : Madame : Mevrouw : Monsieur : de Heer :	J. VERMEIRE, S. VANDERHAEGEN, J. DE BRABANDERE, M. VRINTS, R. ANDERSEN, M.-L. WILLOT, M. LEROY,	conseillers d'Etat, staatsraden,
Messieurs : de Heren :	F. RIGAUX, F. DE KEMPENEER, C. DESCHAMPS, G. SCHRANS, J. GIJSSELS, J. DE GAVRE, F. DELPEREE, P. GOTHOT, E. WYMEERSCH,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Mesdames : Mevrouwen :	F. LIEVENS,	greffier, griffier.
	J. GIELISSEN,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Les rapports ont été présentés par MM. J. REGNIER et J. BAERT, auditeurs. Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées et exposées par M. B. DEROUAUX, référendaire, et par M. J. DRIJKONINGEN, référendaire adjoint.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. J. REGNIER en J. BAERT, auditeurs. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris, en door de H. J. DRIJKONINGEN, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

F. LIEVENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, président de chambre,
kamervoorzitter,

M. LEROY, conseiller d'Etat,
staatsraad,

F. RIGAUX, assesseurs de la
section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.